**Plateforme belge contre la pauvreté et l’exclusion sociale**

**Réunion du 23 septembre 2025**

Objectifs

1. Consultation CE Stratégie Européenne de lutte contre la pauvreté
2. 5e plan fédéral de lutte contre la pauvreté

Récolte des questions par écrit.

1.

Première stratégie de lutte contre la pauvreté. 25/7/25-24/10/25 : période de consultation.

Contexte : plan d’action pour le Socle européen des droits sociaux pour sortir 15 millions de personnes, dont 5 millions d’enfants, de la pauvreté à l’horizon 2030. Rompre avec « l’héritage de la pauvreté » qui se transmet de génération en génération. Consultation large, incluant également des personnes vivant dans la pauvreté. A intégrer dans les politiques économiques.

Proposition :

Principes à défendre : coopération, cohérence.

Demande d’une politique basée sur des données chiffrées et monitoring, prise en compte de la pauvreté dans tous les domaines politiques.

Thèmes prioritaires : accès aux services, octroi proactif des droits, numérisation avec guichets humains. Revenus décents >> rehausser au minimum européen, attention au surendettement. Marché de travail durable avec protection sociale, offre adaptée aux publics vulnérables, dont les PSH. Combinaison vie privée/vie professionnelle notamment pour les familles monoparentales. Droit au logement, lutte contre sans-abrisme, logement abordable. Accès à la santé, notamment financier, accès aux soins curatifs et préventifs. Pauvreté infantile, renforcement de la garantie européenne pour l’enfance.

Calendrier :

3/10 : envoi des remarques à SCUBA

10/10 : envoi à la Plateforme de la version retravaillée

15/10 : derniers commentaires à SCUBA

20/10 : finalisation

Commentaires

* Ça fait 15 ans qu’on dit la même chose. Et les décisions sont prises sans concertation.
* SCUBA : à notre niveau, nous tenons beaucoup à la concertation. Nous le relayons au politique. Le reste ne dépend pas de nous.
* Ministre VDB (représenté par son conseiller Pauvreté) : Initiative du SPP Intégration Sociale.
* Autres domaines : PSH, défi de la digitalisation, justice climatique. Lutte contre la pauvreté ne suffit pas, il faut des moyens pour implémenter la stratégie sur le terrain. Participation des personnes en situation de pauvreté (PSP) : comment l’organiser ? Sans-abrisme : objectif de Lisbonne, à mentionner explicitement.
* SCUBA : à mettre par écrit.
* Cohérence avec politiques économiques et sociales ? Contradictoire ? La lutte contre la pauvreté doit être la finalité de la politique économique. Timing ???
* SCUBA : Voir avec José si vous avez besoin de plus de temps.
* Il existe des *positionpapers* de l’EAPN. Ils connaissent très bien la matière. On peut y faire référence. Les 25 dernières années, on a beaucoup travaillé sur la gouvernance (indicateurs pex). Aujourd’hui on écoute les PSP, mais ce n’est pas encore un vrai dialogue. Deux erreurs : lien entre politiques socio-économiques et politiques sociales. Les politiques libérales ont produit de la pauvreté, y compris dans de nouvelles formes. D’où il y a un besoin de plus d’alignement entre les politiques socio-économiques et les politiques sociales. Aujourd’hui, les investissements dans la défense conduisent à des coupes sombres dans la sécurité sociale. Deuxième erreur : consulter n’est pas participer >< promouvoir de vrais outils de participation.
* 27 intergroupes avec députés de plusieurs pays. Il en existe un sur la pauvreté, qui prépare cette consultation. 23/10/25 : intervention à la Commission.
* CSNPH : enjeu des moyens comme préalable. Enjeu de la digitalisation avec maintien des guichets humains >< in fine, on constate que c’est le digital qui l’emporte, avec ses enjeux financiers. Enjeu pauvreté-streaming multi-publics dans toutes les politiques. Enjeu revenus décents et marché du travail durable. Les exclusions socio-économiques sont la voie royale vers la pauvreté.
* Nouveau front : lutte pour les droits humains et contre la criminalité. Des associations qui luttent contre la pauvreté risquent de tomber sous le coup de lois qui les criminalisent. Voir rapport *Civil Society Europe*.

2.

Cadre légal : plan doit être en place dans les 12 mois du démarrage du nouveau gouvernement. 2/2/2026. SPP Intégration Sociale est chargé du monitoring du plan. Dans un esprit de consultation.

Thèmes prioritaires : emploi, pouvoir d’achat, surendettement, santé. Consultations durant l’été 2025.

Ministre VDB : le plan doit s’inscrire dans l’accord de gouvernement. 28/10/25, ministre va se concerter avec PSP. Idée de poursuivre cette consultation sur base annuelle.

Plan fédéral : le cabinet a reçu les avis de la Plateforme. Le ministre va préparer une note de vision, qui sera soumise à la société civile. Convocation plénière.

Varia

1°) Garantie enfant = recommandation 2021 >> plan d’action national sur accès au logement + soins de santé + alimentation + éducation. Réunions avec entités fédérées pour voir quelles politiques en faveur des enfants en situation vulnérable. Rapport à présenter à l’EU en 2026. >> Organisation des tables d’échanges avec experts, organisées par les entités fédérées.

* 20/10 : logement (présidence fédérale)
* Fin octobre : alimentation (Flandre)
* 1° quinzaine novembre : soins de santé (BXL)
* Début décembre : éducation (Wallonie-BXL)

But est maintenant de trouver des experts. Y a-t-il des organisations qui ont travaillé sur ces thématiques ou qui ont des bonnes pratiques ?

CSNPH : on peut envoyer une délégation.

2°) 17e prix fédéral de la pauvreté 2/10/25, axé sur soins aux plus vulnérables. Toujours possible de voter jusqu’au 28/9/25. Lien sera envoyé par mail. Avec invitation d’un orateur.

3°) Ministre VDB : période difficile comme société civile. Important de continuer. Processus élaborés par Plateforme. Important d’unir les forces.